

Le Conflit au Congo

De prime abord, permettez-moi de vous présenter mes excuses pour n'avoir pas réussi à jouer un rôle efficace dans beaucoup de questions qui se posent dans la République démocratique du Congo (RDC), des questions qui ont été négligées par la majorité de la communauté internationale et qui nous rassemblent ici aujourd'hui.

Je sens de la honte, l'indignation, pour n'avoir pas été capable de travailler efficacement comme Eric Shuller et beaucoup d'entre vous l'ont fait à travers les années pour améliorer les conditions de vie du peuple congolais.

C'est pénible pour moi de vous dire que j'ai visité pour la première fois le Congo il y a 28 ans puisque c'était en 1984, alors Secrétaire Parlementaire du Ministre Monique Vezina qui était responsable de l'Agence Canadienne pour le Développement International l'ACDI. J'étais envoyé en tant que représentant officiel canadien pour la re-inauguration du Président Mobutu.

Les invités étaient logés sur une base de l'armée à Kinshasa pour leur protection, et il était fascinant de rencontrer beaucoup de chefs-d'Etat africains. Mais hélas, force est de constater que dans tout ce protocole tout ce que le gouvernement canadien de l'époque était en train de faire était d'entériner, de reconnaître officiellement une pénible longue continuité d'un régime brutal et dictatorial au Congo.

Je ne pense pas que j'ai réalisé quelque chose visible même dans mes visites qui ont suivi soit à Kinshasa ou ailleurs dans le pays dans mon rôle de Secrétaire d'Etat pour l'Afrique. Je n'y ai pas établi une base solide pour la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, l'Etat de droit, je n'y ai pas laissé une base pour réduire la pauvreté, la violence que le peuple congolais continue à vivre.

Plus tard j'ai eu une rencontre officielle avec le jeune Président Kabila, il était venu à New York. Encore une fois rien de palpable qui pouvait aider les congolais n'est sorti de cette rencontre.

J'inviterai tous et chacun ici de prendre quelques temps pour visionner les vidéos dans le lien ci-après. Ces vidéos sont on ne peut plus être claire.

<http://www.youtube.com/watch?v=4uFjJDcBmKc&feature=related>

http://www.youtube.com/watch?v=BKcNQMxw4_w&feature=related

Elections du 28 novembre 2011

Deux conférenciers renommés sont ici aujourd'hui, Anita Vandembild et Eric Shiller. Ils étaient observateurs des élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011 en RDC. Ils viendront vous parler de leur expérience.

[...]

Vu ce qui précède et tenant à la paix et à la stabilité du Congo et de la région de l'Afrique centrale; motivés par la participation active du Canada à la démocratisation de la RDC, les citoyens canadiens d'origine congolaise proposent à votre Excellence ce qui suit :

1. La mise sur pied d'une commission parlementaire en partenariat avec les parlements impliqués dans le processus de la démocratisation de la RDC pour vérifier les compilations des résultats de toutes les parties prenantes : la CENI, les missions d'observation, les partis politiques; pour en établir la concordance;
2. De ce qui précède, aboutir à la reconnaissance de monsieur Etienne Tshisekedi wa Mulumba comme président élu de la RDC, telle que l'ensemble des observateurs neutres l'ont constaté;
3. En attendant, nous demandons au Canada de conditionner sa participation au forum de la Francophonie par le rétablissement de la vérité des urnes;
4. Étant donné l'ampleur de la fraude et de la falsification en faveur de M. Kabila et, surtout, des violations des droits fondamentaux des citoyens, notamment les droits des femmes, nous demandons que le Canada déclare monsieur Kabila responsable devant la justice internationale, et cela avec la même hargne que vous le faite à l'endroit du régime du dictateur Syrien Bachar El Asad.
5. L'implication plus efficace de la MONUSCO dans la protection des civils et du président Etienne Tshisekedi wa Mulumba, ainsi que des principaux responsables de l'Opposition qui sont de facto en état d'interdiction de mouvement.

Notre demande est motivée par trois réalités :

- Le gouvernement du Canada a soutenu le processus de ces élections avec une enveloppe de près de 60 millions de dollars. Il n'est pas admissible que cet argent des contribuables soit dilapidé en finançant la corruption et la fraude évidente.
- Le Président de la Banque Mondiale a clairement indiqué que son institution n'allait pas participer au budget de la RD Congo au motif que « nous ne fournirons pas de soutien simple au budget sans contre-pouvoirs, ... Et honnêtement je n'ai pas de réticences pour dire que si l'argent a des chances de se faire voler, ou si c'est un contexte où des gens ont des chances de se faire blesser dans le processus, alors nous ne le ferons pas » (AFP/ 10 février 2012).
- Le Canada ne doit pas laisser s'embraser le Congo, alors qu'il a des moyens pour prévenir le chaos. La non-reconnaissance des résultats donnant Joseph Kabila gagnant est un impératif. Notre gouvernement devrait le faire sans trop attendre pur ne pas perdre sa crédibilité auprès du public de la RD Congo, le plus important pays francophone du monde après la France.